

Communiqué de presse

Paris, le 30 août 2018

Si les retraités et les retraitées disaient ce qu'ils et elles pensent ...

il y aurait souvent injure à Chef de l'Etat !

Le Premier ministre vient d'annoncer différentes mesures qui vont à nouveau réduire le pouvoir d'achat de nombre de nos concitoyens, parmi les plus pauvres et les plus modestes. Après avoir multiplié les cadeaux fiscaux aux plus riches (baisse de l'impôt sur les sociétés à 25 %, plafonnement à 30 % de l'imposition des revenus des actionnaires, suppression de l'imposition des portefeuilles boursiers à l'ISF, suppression de l'exit tax, etc.), et en continuant les pratiques laxistes à l'égard des grandes fraudes internationales avec le recours aux paradis fiscaux et à la concurrence fiscale, les finances publiques se trouvent forcément en grandes difficultés. C'est l'argument utilisé par le gouvernement pour essayer de justifier les politiques d'austérité et de rigueur qu'il mène à l'égard du plus grand nombre ! C'est une turpitude totale ! Avec ce gouvernement, nos concitoyens ont tous les jours sous les yeux une « leçon de choses » sur la façon dont les plus riches utilisent l'appareil d'Etat pour renforcer leurs avantages et privilèges. La totale liberté de circulation des capitaux sur la planète, sans limites ni contrôles, décidée progressivement par les gouvernements, conduit à une concurrence exacerbée entre les territoires pour être « attractifs » à l'égard des capitaux. Et les rouages sont mis en route pour, partout, faire pression sur les salaires, les retraites, les prestations sociales, les services publics, etc. Par ce procédé, les détenteurs de capitaux accaparent une part toujours plus importante des richesses produites par celles et ceux qui travaillent. Et, pendant le même temps, les hommes et femmes mis à la tête des gouvernements utilisent les pouvoirs liés à l'Etat pour détourner progressivement une partie des richesses publiques au profit de la minorité privilégiée. C'était la ligne directrice de la Loi de Finances 2018 et de la Loi de Financement de la Sécurité sociale 2018. Et le Premier ministre vient de nous dire que ce serait la même ligne en 2019 et en 2020 !

Ainsi, les personnes retraitées, après un blocage des pensions depuis 2013, une augmentation de 25 % de la CSG au 1^{er} janvier 2018 et diverses dispositions fiscales défavorables, vont voir leurs pensions régresser d'environ 1,4 % par an en 2019 et 2020 par rapport à l'inflation. C'est bien une paupérisation progressive de près de 25 % de la population qui est délibérément organisée. Pendant le même temps, le gouvernement va nous annoncer un « plan pauvreté », une pauvreté qu'il organise. C'est un choix politique : dans le

même temps, le gouvernement va dépenser 4 milliards d'euros pour transformer le cadeau du CICE aux entreprises par un nouvel allègement de cotisations sociales sur les bas salaires, 2 milliards pour supprimer les cotisations sociales sur les heures supplémentaires (tout ceci va encore plus fragiliser les ressources des systèmes de retraites), 4 milliards d'euros en 2018, 19 à terme, pour supprimer la taxe d'habitation, ce qui ne changera rien pour les plus démunis bénéficiant déjà des exonérations, dégrèvements et plafonnements, mais qui représentera un cadeau de 9 milliards pour les 20 % les plus riches et mettra en très grandes difficultés budgétaires les collectivités territoriales, les conduisant à leur tour à mener des politiques d'austérité budgétaire et à supprimer des services publics.

A l'UNIRS, nous savons que le chômage n'est pas un problème pour les dirigeants des grandes entreprises et pour les profits des multinationales, mais bien un élément essentiel de solution à l'établissement d'un rapport de forces favorable à l'explosion des profits, explosion que nous constatons d'année en année (selon la Banque de France, la part des actionnaires dans le revenu global est passée de 5,9 % en 1996 à 14,5 % en 2016). De même, l'augmentation de la pauvreté n'est pas un problème pour ces mêmes dirigeants, mais bien la conséquence collatérale de l'accaparement croissant des richesses par une minorité.

Les beaux costumes et la mise bien propre des dirigeants politiques actuels ne cachent plus qu'ils sont d'une très grande vulgarité et d'une très forte brutalité à l'égard des plus pauvres et des plus modestes. Ils mentent quand ils nous disent que la France est pauvre : elle n'a jamais été aussi riche : les milliards d'euros qui circulent, spéculent et transactionnent tous les jours le prouvent. C'est la pauvreté collective qui est organisée, pour un enrichissement privé fabuleux. Il est urgent que toutes les victimes de ces choix idéologiques se rassemblent pour imposer d'autres choix politiques.

A leur niveau, 9 organisations syndicales de retraité-e-s (CGT, FO, FSU, Solidaires, CFTC, CFE-CGC, FGR-FP, UNRPA – Ensemble & Solidaires, LSR) continuent de montrer qu'elles ne lâchent rien. Après avoir manifesté le 28 septembre 2017, le 15 mars et le 14 juin 2018, elles appellent les personnes retraitées à faire part de leur colère et de leur révolte le 9 octobre 2018. Dans tous les départements, des manifestations seront organisées par les équipes locales de ces organisations pour permettre aux personnes retraitées de faire part de leur indignation et de leurs exigences.